

Burundi : Des ONG réclament la libération de journalistes détenus depuis un an

@rib News, 22/10/2020 - Source AFP Soixante-cinq organisations de défense des droits humains et de la presse ont demandé jeudi la "libération immédiate et sans condition" de quatre journalistes du groupe de presse privé burundais Iwacu, emprisonnés depuis un an sur des accusations "sans fondement".

Les quatre journalistes - Agnès Ndirubusa, Christine Kamikazi, Egide Harerimana et Thérèse Mpozenzi - ont été arrêtés avec leur chauffeur il y a un an jour pour jour, le 22 octobre 2019, dans la province de Bubanza, où ils enquêtaient sur des presumed affrontements entre les forces de sécurité et un groupe armé venu de République démocratique du Congo (RDC). Remis en liberté, leur chauffeur Adolphe Masabarakiza a été relaxé, mais les quatre journalistes ont été condamnés en janvier à deux ans et demi d'emprisonnement pour des infractions liées à la « rétention de l'Etat, une peine confirmée en appel en juin. "Lors du procès, le ministère public n'a cependant produit aucun élément prouvant que les journalistes avaient été en contact avec le groupe armé", déclarent dans un communiqué ces 65 organisations. Parmi celles-ci figurent Amnesty International, Human Rights Watch (HRW), la Fédération internationale des Droits humains (FIDH), le Comité de protection des Journalistes (CPJ), Reporters sans Frontières (RSF) et de nombreuses ONG africaines et burundaises de défense des droits humains et des journalistes. "Leur attention continue pour des accusations sans fondement rappelle avec force, malgré les récents changements intervenus à la tête du pays, le manque de tolérance du gouvernement burundais en ce qui concerne le journalisme indépendant et la libre expression". Le général Variste Ndayishimiye a été élu le 20 mai à la tête de l'Etat, suscitant un bref et léger essor d'ouverture au Burundi. Il succède à Pierre Nkurunziza - déchu le 9 juin - dont la volonté acharnée de se faire élire en 2015 pour un troisième mandat controversé a plongé depuis son pays dans une grave crise marquée par des exécutions sommaires, disparitions, détentions arbitraires, tortures et violences sexuelles visant les voix dissidentes. Iwacu est l'un des derniers médias indépendants au Burundi, qu'ont fui la plupart des défenseurs des droits humains et journalistes indépendants depuis 2015. Avec la condamnation des quatre reporters, "les tribunaux envoient un message destiné à intimider et menacer les autres journalistes afin de les dissuader de faire leur travail et de dénoncer ce qui se passe dans le pays", estiment les ONG. Le Burundi occupe la 159e place sur 180 du classement de la liberté de la presse établi par RSF, alors qu'il était considéré avant cette crise comme un des rares Etats de la région des Grands Lacs à être doté d'une presse libre et indépendante.